



DECLARATION LIMINAIRE DU CSAD DU 8 FEVRIER 2023

Les citoyens Français vivent un moment difficile et charnière qui impactera durablement leur futur, tant du point de vue écologique économique que sociétal.

Dans l'éducation Nationale, le service public ne peut plus offrir à ces mêmes citoyens un service public de qualité, les choix politiques de ces dernières années ayant accéléré le processus de destruction de cette fonction publique d'Etat.

Dans notre ministère, les baisses de moyens, consécutives, paraît-il, à la baisse démographique, vont encore affaiblir les Ecoles et Etablissements, et par voie de conséquence les réussites des élèves et le bien-être au travail des collègues tous corps confondus.

Pourtant les enjeux sont là et de taille. Par exemple l'école Inclusive ne pourra pas s'installer durablement et sereinement sans moyens matériels et humains. Les classes surchargées sur certains territoires de Loire Atlantique accentueront les difficultés.

Tous les personnels s'épuisent, tenant à bout de bras cette Institution, et le Ministère, comme à son habitude, n'écoute pas, n'entend pas et ne voit pas, comptant sur la conscience professionnelle et la résilience de chacun et chacune.

Dans notre département, l'UNSA EDUCATION constate tous les jours la souffrance au travail, le manque de réponses adaptées de l'Institution à cette souffrance, le nombre croissant de demandes d'informations sur les ruptures conventionnelles, les disponibilités, les temps partiels, les démissions.

Elle constate également la souffrance des élèves en situation de handicap qui n'ont pas de compensation à la hauteur de leur besoin, à cause d'un clientélisme et d'un dogmatisme du ministère précédent des solidarités de l'autonomie et des personnes handicapées.

Les conséquences sont dramatiques pour bon nombre d'élèves, et l'UNSA EDUCATION pense aux 412 élèves qui attendent d'être pris en charge dignement. L'UNSA EDUCATION est contre une Inclusion violente, agressive et non compensée.

Il était donc indispensable de maintenir les postes et les classes ouvertes pour améliorer les conditions de travail des collègues ET des élèves. Le choix est tout autre, et le risque est grand de voir emporter l'ECOLE vers un modèle à l'Américaine, les pauvres à l'école Publique, les riches à l'école privée.

Malgré les contraintes que nous connaissons, L'UNSA EDUCATION espère que ce CSA prendra en compte toutes les demandes formulées par les organisations syndicales, pour le bien-être des élèves et des personnels.

Pour l'UNSA EDUCATION

Valérie AUCLAIR